

*Proletaires  
de tous les pays,  
peuples et nations  
opprimés,  
unissez-vous !*

Organe central  
du Parti  
Communiste Révolutionnaire  
marxiste léniniste

# pour le socialisme

5f

N° 37

SEMAINE DU 2 AU 8 AVRIL 1981

## JEUNES



## DES VOIX CONVOITEES

Publitéles  
de tous les jours  
pour les socialistes  
uniquement  
uniquement vous /  
Maison centrale  
du Parti  
Carré de la République  
93000 St-Denis

# pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 2 AU 8 AVRIL 1981

N° 37 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance  
écrire à :

POUR LE SOCIALISME  
c/o FRONT ROUGE  
BP 68  
Paris 75 019

Compte bancaire :  
BNP 2/1 659 66

Abonnez-vous  
à *Pour le Socialisme*

Publitéles  
de tous les jours  
pour les socialistes  
uniquement  
uniquement vous /  
Maison centrale  
du Parti  
Carré de la République  
93000 St-Denis

# pour le socialisme

20 numéros : 100 F  
1 an : 200 F



## SOMMAIRE

### 3-6 politique

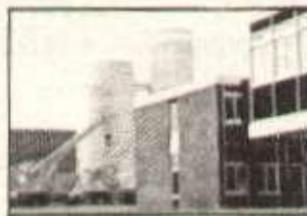
**JEUNES : DES VOIX A PRENDRE :** Les suffrages des nouveaux électeurs sont guignés avec envie par les candidats à l'élection présidentielle. Le plan Giscard à propos du chômage s'adresse directement à cette clientèle, fortement touchée par le fléau. Tout comme l'initiative du PCF, dont le candidat se présente comme le « *candidat anti-chômage* ».



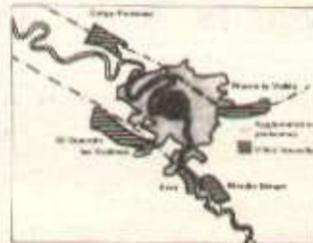
### 6-7 pratique révolutionnaire

**POURQUOI LES NOUVELLES ORIENTATIONS ?** Il n'existe pas dans la société française, de consensus global qui unifierait les classes et couches sociales sur la base d'une représentation unifiée du monde. L'actuelle dépolitisation apparente avait pu laisser penser à l'apparition d'un certain consensus : mais ce qui est en crise aujourd'hui, ne serait-ce pas plutôt des modèles culturels et politiques réformiste et révisionniste, qui convergent dans le même économisme ?

### 10-11 enquête



**VILLE NOUVELLE, VIE NOUVELLE ?** Les ambitions du schéma d'aménagement de la Région parisienne ont été réduites de moitié. Pour les habitants des nouvelles métropoles de la proche banlieue, les réalités n'ont pas été à la hauteur des espoirs qu'on avait fait miroiter au début des années soixante.



Plan d'urbanisme de développement régional de l'agglomération parisienne. Le schéma directeur de 1965 prévoyait une zone d'habitat collectif de 100 000 logements, 400 000 m<sup>2</sup> de bureaux, 200 000 m<sup>2</sup> de commerces, 200 000 m<sup>2</sup> de services, 200 000 m<sup>2</sup> de culture et 200 000 m<sup>2</sup> de sport.

### 12 livres



**LE PCF. PARTI DE L'ARISTOCRATIE OUVRIERE ?** C'est le thème que défend Jean Chesneaux dans son ouvrage *Le PCF, un art de vivre* : le PCF défendrait les intérêts d'une classe ouvrière garantie dans son emploi, et adhérent de ce fait à des valeurs d'ordre traditionnelles.

### 13-14 inter



**LE GUEPIER BASQUE :** En envoyant l'armée lutter contre le séparatisme basque, le régime espagnol risque fort de se trouver enlisé dans un conflit où il aurait beaucoup à perdre. Car les forces qui soutiennent les séparatistes sont puissantes au Pays Basque.

### 15-16 inter

**POLOGNE : CASSURE AU SEIN DU POUP :** Le plenum du Comité central du POUP a décidé de choisir la voie de la négociation avec Solidarité. Un courant, qui s'est nettement révélé pro-soviétique, a été isolé. Du coup, l'agence Tass multiplie les menaces, en des termes hystériques.



# DEMAGOGIE FRANÇAISE

**Après sept ans de présidence, Giscard a le culot de se présenter comme le seul apte à faire reculer le chômage !**

C'est à peine croyable, mais c'est vrai. Giscard d'Estaing, l'homme du chômage, l'homme sous le pouvoir duquel le nombre des demandeurs d'emploi est passé de moins de 500 000 à près de 2 millions ose présenter un plan miracle de résorption du chômage. Après sept ans de présidence ! Et il fait plus encore, ce monsieur d'Estaing : c'est aux jeunes qu'il s'adresse, à tous ceux qui unanimement placent au premier rang de leurs préoccupations l'angoisse du chômage.

Par Nicolas DUVALLOIS

**J** E vais parler aux jeunes un langage d'adulte », dit le président-candidat avant de promettre « autant d'emplois ou de postes de formation que de jeunes sur le marché du travail ». Singulier tour de passe-passe électoral qui consiste à tenter d'arracher les suffrages de la jeunesse en promettant pour demain l'exact contraire de ce qui a été fait depuis sept ans, tout en déclarant que « ce qui a été fait peut encore être fait. Ce ne sera pas facile, mais cela peut être réalisé ». Singulière tromperie également, qui montre bien, par ses outrances, le mépris dans lequel Giscard d'Estaing tient la jeunesse.

La démagogie éhontée dont fait preuve l'actuel président ne

saurait cacher la réalité. Et la réalité, c'est que Giscard au pouvoir pendant sept ans encore, c'est la poursuite de la même politique, avec les mêmes conséquences. Il n'est d'ailleurs qu'à regarder d'un peu près les « deux conditions et les sept actions » miracles pour s'en convaincre.

Développer encore « la compétitivité des entreprises », dit Giscard. Mais qu'est-ce donc pour lui, sinon la poursuite fidèle de la politique suivie depuis cinq ans par son premier ministre Barre ? La recherche de la « compétitivité » par les restructurations, et donc les suppressions d'emplois, la recherche de la « compétitivité » par la « libération » des prix, et donc leur

hausse effrénée. C'est au nom de la recherche de la « compétitivité » que le tandem Giscard-Barre est parvenu à accroître considérablement le déficit de l'emploi.

En 1980, le nombre d'emplois proposés a diminué de 21 %, dans le même temps où le nombre de chômeurs croissait de 11 %. En décembre 1980, 66 200 emplois sont proposés ; 1 632 000 personnes cherchent du travail, dont une majorité de jeunes. C'est cela la politique qu'entend poursuivre Giscard, avec, en prime, c'est la deuxième « condition » avancée, une « nucléarisation » plus poussée encore qu'aujourd'hui.

## La même politique

Les choses sont donc claires. La politique de Giscard d'Estaing a poussé des centaines de milliers de jeunes au chômage. Cette politique, si par malheur elle est prolongée, produira les mêmes effets. Giscard d'Estaing n'en a cure. Au-delà même de l'élection, ce qui lui importe, à lui, c'est que les chômeurs ne soient pas trop voyants et que les indicateurs de l'INSEE ou de l'ANPE ne fournissent pas de chiffres trop spectaculaires. D'où la poursuite et l'accentuation de toutes ces petites opérations qui consistent à masquer la réalité. A la manière du fou qui arrose, de quelques jets de déodorants, une fosse à purin et proclame qu'il a fait disparaître l'odeur.

Les sept actions promises par Giscard pour donner du travail à chaque jeune, on connaît. On connaît le coup des pactes nationaux pour l'emploi, fort appréciés des patrons, mais dont la conséquence essentielle est de fournir un emploi sous-payé à quelques jeunes pendant quelques mois avant que d'autres ne viennent les remplacer. On connaît le coup de la formation professionnelle « intensifiée et adaptée » : l'école de Beullac-Giscard jette chaque année sur le marché du travail des dizaines de milliers de jeunes certifiés, brevetés, diplômés, avant que d'aller s'inscrire à l'agence pour l'emploi du coin. Ce n'est pas la qualification qui manque aux jeunes, ce sont ces emplois que Giscard supprime si allègrement. Et quand bien même des problèmes d'adéquation entre qualification et emplois se poseraient-ils, à qui en imputer la responsabilité, si ce n'est à l'homme qui depuis sept ans dirige les affaires ?



## Les immigrés, les femmes les travailleurs âgés

Soyons juste. Giscard d'Estaing va plus loin dans ces mesures. En diminuant le temps de travail, par la semaine de 35 heures par exemple ? En abaissant l'âge de la retraite ? Surtout pas ! Fidèle à son action, il entend ni plus ni moins que de déshabiller Pierre pour habiller Paul. Là encore, les mesures annoncées sont dans le droit fil de ce qui a déjà été fait.

Après ses complices Barre-Bonnet-Stoléru, et d'autres dans la période, Giscard prend les travailleurs immigrés dans son collimateur. Il faut en faire partir, en les « incitant », 250 000 dans les quatre ans à venir, dit-il. Les jeunes prendront leur place. Dans quelles branches, pour quels travaux ? Mystère. Et n'allez pas croire que le candidat-président reprend à son compte le petit air raciste des « immigrés qui prennent le travail des Français », fort à la mode ces temps-ci chez certains. Cela lui pose « un problème humain ». Mais ceux qui seront chassés après avoir été bien exploités, ce ne sont ni « ceux qui travaillent depuis longtemps dans notre pays, ni ceux qui viennent des pays de la CEE de l'Espagne ou du Portugal ». Quant aux autres, ils iront chômer ailleurs. Dans sa hâte de cacher la réalité de sa

politique de chômage, dans sa démagogie aussi, Giscard voit d'autres travailleurs à pousser hors du marché de l'emploi : les vieux travailleurs, par exemple, en les « incitant », et de manière provisoire, à prendre leur pré-retraite à 58 ans, ou encore les femmes, en les « incitant », elles, à grossir les rangs des travailleurs à temps — et à salaire — partiel.

Les comptes sont vite faits. 250 000 immigrés « libérant » leur emploi, 350 000 pré-retraites de 58 à 60 ans, 290 000 de 60 à 65 ans, environ 100 000 emplois favorisés par l'augmentation massive du travail à temps partiel, cela fait près d'un million d'emplois libérés. Et aucun emploi nouveau créé.

Bel exemple de mépris pour la jeunesse que de penser qu'elle peut gober ainsi de telles promesses faites sur le dos des autres travailleurs.

Bel exemple de culot que d'oser faire campagne sur le thème de la résorption du chômage alors même qu'on l'a quadruplé en moins de sept ans.

Bel exemple d'impuissance enfin. Le plan Giscard n'est en effet rien d'autres que les dernières cartouches, dérisoires, d'un régime qui a fait la preuve de son incapacité à répondre aux aspirations de la jeunesse. Les pactes pour l'emploi, le départ des immigrés, le développement du travail partiel et des pré-retraites, voilà le « grand dessein » proposé par le candidat Giscard aux jeunes. Qui pourrait s'en satisfaire ?





## COMMENT VOTENT LES JEUNES

Des préoccupations qui ne recourent pas totalement celles des grands partis

**S**EPT millions d'électeurs (sur 35 millions, soit le cinquième) ont entre 18 et 27 ans : c'est la première fois qu'ils voteront pour une élection présidentielle. Ils font l'objet de multiples attentions de la part des candidats. Dans cette course aux voix, la gauche a quelques longueurs d'avance.

Certes, c'est parmi les jeunes que le taux de non-inscrits et d'abstentionnistes est le plus élevé. Parmi les causes : absence d'intérêt pour le système politique, insertion encore faible dans la vie sociale, ou simplement négligence à s'inscrire sur les listes parfois par ignorance des formalités à accomplir. On considère qu'un tiers au moins des 18-27 ans ne s'est pas inscrit sur les listes, cette proportion passant à la moitié pour les plus jeunes (18-20 ans). On constate de ce fait un décalage important, quant aux préférences politiques, entre la population jeune dans son ensemble, et la fraction de cette population qui vote effectivement.

### De gauche...

Parmi les votes émis par ceux des jeunes électeurs qui ont effectivement participé au scrutin, le poids de la gauche est nettement plus important que dans l'ensemble de l'électorat. Ainsi, aux élections législatives de mars 1978, le vote des jeunes de 18 à 20 ans s'est-il porté à 33 % sur le PCF, à 25 % sur le PS, à près de 7 % sur l'extrême-gauche (et à plus de 8 % sur les écologistes).

Pour la tranche 20-24 ans, les scores de la gauche et de l'extrême-gauche, moins importants que dans la tranche plus jeune, restent supérieurs à la moyenne nationale : de l'ordre de 25 % pour le PCF,

22,5 % pour le PS, 7 % pour l'extrême gauche (et un peu moins de 4 % pour les écologistes). Donc, un vote majoritairement à gauche, et qui favorise davantage le PCF et l'extrême-gauche que le PS (1).

Ces chiffres, rappelons-le, ne concernent pas les sympathies partisanes de l'ensemble de ces classes d'âge, mais seulement les votes émis effectivement par ceux d'entre eux qui étaient inscrits sur les listes et ont voté pour un candidat. Ainsi, compte tenu des non-inscriptions et des abstentions et votes blancs, ce sont quelque 60 % de la classe d'âge 18-20 ans qui n'entrent pas en ligne de compte dans ces chiffres. Ceux qui se sont inscrits l'ont fait, semble-t-il, dans l'intention de voter pour un parti nettement marqué politiquement (PCF et extrême-gauche).

Si l'on considère, en revanche, les sympathies politiques des jeunes dans leur ensemble, qu'elles se soient traduites ou non par un vote, on constate que la gauche reste majoritaire, mais dans une moindre proportion que précédemment et que le score du PCF y est nettement plus faible. D'après un sondage IFOP-Le Point publié cette semaine et portant sur les sympathies politiques des 18-27 ans, le candidat socialiste recueille, dans l'hypothèse du second tour, 57 % des sympathies contre 43 % à Giscard. Mais au premier tour, Mitterrand obtiendrait 25 % des sympathies (24,5 % pour l'ensemble de l'électorat), Marchais 14 % (15 % pour l'ensemble de l'électorat). Le PSU et l'extrême-gauche se porteraient mieux que dans l'ensemble de l'électorat : 2 % pour Huguette Bouchard (contre 1 %) 2 % pour Arlette Laguiller (contre

1 %) et 4 % pour Krivine (contre 1 %). Brice Lalonde obtiendrait 11 % des suffrages (contre 5 % au niveau national). Ainsi l'attrait pour les grands partis est-il moins important dans cet électorat que dans les tranches d'âge supérieures.

Ainsi cet électorat constitue-t-il, au moins potentiellement, un réservoir pour la gauche, mais avec une sensibilité particulière, accordant, comparativement au reste de l'électorat, de plus larges sympathies à l'extrême-gauche ou aux écologistes.

### ...et unitaire

Notons enfin que parmi les votants de 1978 la tranche d'âge des moins de 30 ans est celle qui se déclare le plus nettement favorable à un gouvernement d'union de la gauche. C'est le cas pour ceux qui ont voté PCF (76 % des électeurs du PCF de moins de trente ans déclarent souhaiter un gouvernement d'union de la gauche, contre 71 % des 30-64 ans et 63 % des plus de 65 ans) ; c'est également le cas pour les jeunes qui votent PS : ils sont plus nombreux dans cet électorat (29 %) à souhaiter un gouvernement d'union de la gauche que la tranche des électeurs socialistes de 30 à 64 ans (21 %) ou celle des plus de 65 ans (17 %). Même constatation pour l'électorat PSU-extrême-gauche, qui, dans sa tranche « moins de trente ans » est favorable à des sympathies (24,5 % pour l'ensemble de l'électorat), Marchais 14 % (15 % pour l'ensemble de l'électorat). Le PSU et l'extrême-gauche se porteraient mieux que dans l'ensemble de l'électorat : 2 % pour Huguette Bouchard (contre 1 %) 2 % pour Arlette Laguiller (contre

<sup>1</sup> Ces chiffres sont déduits de l'ouvrage collectif France de gauche, vote à droite, qui porte sur les élections législatives de mars 1978.

# Le PCF aux jeunes : « VOTEZ MARCHAIS »

Par Nicolas DUVALLOIS



présence de fortes délégations de militants pas toujours jeunes venus des bastions de banlieue.

La prochaine élection présidentielle entre évidemment pour une large part dans les préoccupations du PCF concernant la jeunesse. Fort des résultats antérieurs (cf article sur le vote des jeunes), Marchais espère pouvoir puiser plus que d'autres dans ce vaste réservoir que constitue les voix « jeunes ». Les préoccupations électorales ne sauraient cependant expliquer à elles seules le pourquoi et le comment de l'action du PCF aujourd'hui, par la multiplication d'actions spectaculaires, comme au travers d'un langage plus radical encore qu'auparavant (« Nous voulons la révolution », proclame la JC). Le PCF entend ainsi rallier à lui, pour l'après-élection, un maximum de jeunes, notamment dans les milieux populaires, touchés par la crise et sensibles au thème de la lutte.

**C**E n'est pas un hasard si le grand rassemblement électoral parisien du candidat Marchais, samedi à la Bastille, s'adressait en priorité aux jeunes. Depuis quelques mois, le PCF développe en effet une intense campagne en direction de la jeunesse, dans le même temps où le renforcement de la JC est présenté comme un objectif important.

De fait, il n'est guère de jours dans la période sans que les JC n'entreprennent des actions, souvent à caractère spectaculaire. Ce sont elles qui multiplient les tracts et les mini-manifestations contre « le fléau de la drogue », ce sont elles qui ont « monté » le coup d'Antenne 2, pour protester contre la non-participation du PCF et de la CGT à un débat sur la jeunesse, ce sont elles encore qui multiplient les opérations contre les négriers de l'intérim et pour organiser des « bureaux d'embauche » dans les files de l'ANPE. La préparation de la « marche sur la Bastille » a elle-même été l'occasion d'une multitude d'actions et de réunions, notamment en province. Le PCF et la JC ne sont pas seuls dans cette offensive : parallèlement à elle, l'UNEF vient d'organiser des « Etats-généraux » de lutte dans les facultés, tandis que la CGT organise depuis la fin du mois de mars, et jusqu'en avril, des « Tribunaux de la jeunesse » pour dénoncer les conditions de vie et de travail faite aux jeunes par l'Etat giscardien.

Les conséquences d'une telle « restructuration » sont directes : à Montigny, par exemple, c'est bien le PCF et non le cercle JC qui a décidé du tract diffusant une famille immigrée, même si c'est l'organisation de jeunesse qui l'a signé. A Paris, autre exemple, l'organisation d'une spectaculaire « nuit bleue », pendant laquelle plusieurs centaines d'agences d'intérim ont été « bombées », a été prise en main par la direction fédérale du PCF elle-même, passant par-dessus les cercles proprement dits.

Il apparaît donc à l'évidence que c'est bien la direction du PCF qui impulse directement les actions en direction de la jeunesse, le succès de la « marche sur la Bastille » de samedi étant d'ailleurs pour partie imputable à la

de marginaliser, ou en tout cas d'isoler le PCF dans certaines fractions de la jeunesse, en milieu scolaire et universitaire principalement. On retrouve ici le choix d'ensemble du PCF aujourd'hui, qui n'hésite pas à tourner le dos aux couches intellectuelles moyennes qu'il avait tenté de rallier auparavant. S'agissant de la jeunesse, les effets sont en tout cas très concrets : dans plusieurs établissements scolaires, les jeunes militants du PCF désertent l'activité sur leurs « bahuts » pour venir renforcer les cercles de quartiers ou de villes.

Parallèlement, le PCF mène en ce moment une intense campagne contre le principe du travail intérimaire, et surtout contre les patrons négriers. Les actions menées n'ont certes pas le caractère de lutte de masse, regroupant unitairement tous les jeunes victimes de ces patrons-là. Mais le type même des actions engagées (bombages massifs, dénonciation preuves à l'appui des profits farineux, murage des agences, etc.) ne peuvent que créer un courant d'approbation autour de ceux qui les organisent.

### La drogue et l'intérim

Si l'on s'en tient aux faits, deux types de campagnes sont actuellement développés par le PCF et la JC en direction de la jeunesse. L'une concerne la drogue, et semble obtenir des résultats quelque peu mitigés : si le principe d'une lutte contre la consommation de drogue a pu avoir quelque écho, les méthodes employées semblent par contre avoir pour effet principal

Difficultés dans les établissements scolaires, mais langage de lutte et actions, propre à séduire la jeunesse populaire : le PCF serait-il en passe de réussir sa « percée » dans de larges secteurs de la jeunesse, compensant ainsi les pertes en militants et en influence constatées ailleurs ? Rien n'est moins sûr.

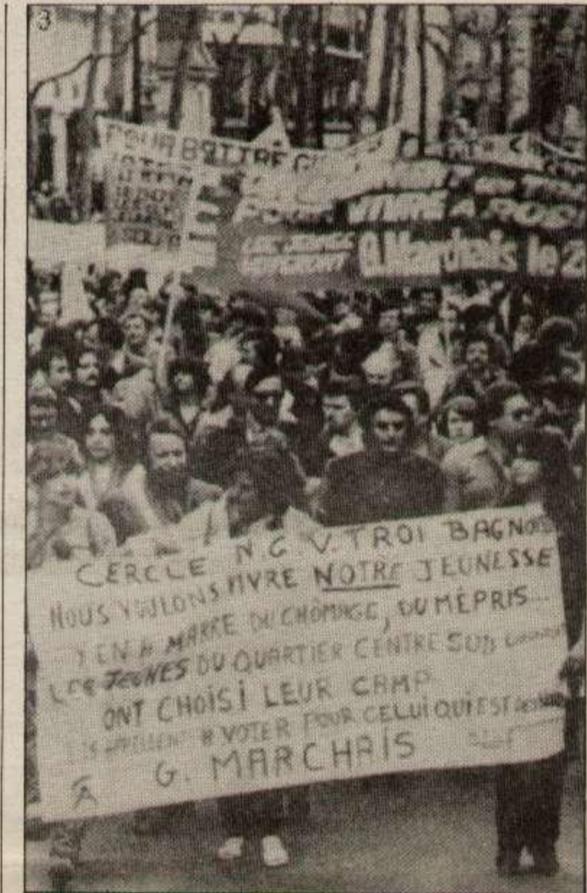


Le type d'actions mené actuellement par le PCF est en effet porteur de lourdes contradictions. On le voit très précisément en ce qui concerne la jeunesse scolarisée, mais c'est aussi valable dans d'autres domaines.

### Pas de réponses aux vraies aspirations

Le vecteur de ces contradictions, c'est bien l'analyse que fait le PCF de la situation dans la jeunesse aujourd'hui. A l'entendre, les choses seraient simples : il y aurait lutte entre d'un côté le pouvoir giscardien qui cherche à « piéger » les jeunes pour les entraîner dans la voie de l'apathie et de la « désespérance », et d'un autre côté un PCF, seul capable, à travers son projet, de redonner enthousiasme et volonté de lutte aux jeunes. La drogue, c'est bien sûr un de ces « pièges » cyniquement répandus par le pouvoir pour « pourrir » la jeunesse ; l'intérim, c'est un autre « piège » destiné à marginaliser les jeunes, et, pire encore, à « les entraîner sur la voie du refus du travail ». « Piège » encore que la dénonciation globale des gros partis de droite ou de gauche, qui ose mettre le PCF dans le même sac que les autres. « Piège » aussi que l'insuffisance donnée aux équipements sportifs, pour pousser les jeunes vers des activités moins « saines », etc.

Voyant principalement des manœuvres du pouvoir là où il y a principalement manifestations d'une crise de société, le PCF apporte ses réponses : le développement (relatif) de la consommation de la drogue, puisqu'il n'est pas avant tout problème de société, doit pouvoir se résoudre par la répression ; et puisque le pouvoir ne mène pas, bien au contraire, cette répression, les militants sont appelés à s'en charger. De la même manière, la lutte contre l'intérim, si elle comporte une bonne part de positif avec la dénonciation des patrons-négriers, ne prend pas en compte la question essentielle qui est celle du rapport au



travail. S'agissant de la politique, le PCF entame les deux airs à la fois : « Tous les mêmes » répète-t-il largement pour accréditer son idée de la « bande des trois », mais Marchais, c'est autre chose ! « Mitterrand se sert de vous pour avoir des voix », dit le candidat du PCF, mais Zarka lui fait écho en disant que « faire voter et appeler à voter Marchais, c'est continuer et élever notre combat de classe ». Et de continuer : « Comme pour la drogue, comme pour le travail intérimaire, nous ne devons pas laisser piéger la jeunesse ».

### Entre le pouvoir et le PCF

Les jeunes, en l'affaire, n'ont que peu de mots à dire : ils ne seraient, en fait, qu'une masse soumise aux pressions du pouvoir et que seul le PCF pourrait sauver... Leur questionnement propre, leur manière de se situer aujourd'hui par rapport à la politique telle qu'elle est, leurs aspirations diffusées à « autre chose » ne sont pas prises en compte. Un récent article de Révolution en est le saisissant exemple : il raconte qu'il y a quelques jours, au lycée Paul Valéry, un enseignant a « piégé » ses élèves en leur donnant à lire trois textes d'apparence assez semblable dans leur contenu, et traitant des immigrés.

Après lecture, le professeur révèle l'origine de ces textes : deux sont d'inspiration nazi, le troisième est extrait d'un tract du PCF. Face à cette « provocation », raconte Révolution les JC sont intervenus massivement à la porte de Paul Valéry pour dénoncer l'amalgame ainsi fait, et dénoncer le professeur par la même occasion. Mais des réactions des lycéens, les premiers concernés, et capable de juger sur pièces, rien. L'article se termine par un appel à voter Marchais...

Cette non-prise en compte des problèmes fondamentaux de la jeunesse se traduit par des contradictions immédiates. Jacques Perreux, un des secrétaires de la JC, en faisait l'aveu lors de la dernière réunion du conseil national de ce mouvement : « Nous avons crevé l'abcès de la drogue et démontré que seule la lutte pouvait faire aboutir nos revendications. Malgré tout, il existe toujours une indifférence relative par rapport à l'enjeu des présidentielles, y compris chez les jeunes qui sont en accord avec nos idées ». On le comprend aisément, en entendant ce que dit un dirigeant des JC du Val-de-Marne en s'adressant aux jeunes ralliés dans la lutte pour l'embauche : « Si vous ne votez pas Marchais en avril, tout ce que vous avez obtenu par la lutte tombera à l'eau, car la vraie lutte aujourd'hui, c'est de faire qu'un très grand nombre de jeunes soutiennent le candidat communiste ».



## LES CANDIDATS ET LES JEUNES : DEUX RASSEMBLEMENTS

Le samedi 28 mars, les jeunes étaient à l'honneur à Paris : deux candidats se disputaient leurs faveurs : Georges Marchais à la Bastille, et le président sortant de la Porte de Pantin.

« A la Bastille ! » Tout avait été mis en œuvre par le PCF pour affirmer le caractère révolutionnaire de cette journée : non seulement le lieu de rassemblement, mais la foison de drapeaux rouges, y compris celui hissé sur le génie de la Liberté par quelques casse-cou. Pour assurer le succès de la manifestation, celle-ci, de rassemblement des jeunes, s'était transformée en « rassemblement des jeunes et des travailleurs de la Région Parisienne », et de fait une partie significative de l'assistance était composée de vieux militants. Des délégations de province, jusque du Midi, étaient également venues grossir le flot des manifestants. Mais signe de difficultés actuelles, le cortège des étudiants des facultés parisiennes était restreint, chaque banderole de faculté ne regroupant souvent derrière elle qu'une dizaine d'étudiants.

Les « motards anti-Giscard », refoulés de la Porte de Pantin, font une entrée applaudie et pétaradante dans le rassemblement. Fatigue d'une longue campagne ? Le tonus semble baisser lors du discours de Marchais, lui-même peu en forme, et les applaudissements manquent de vigueur. Serait-ce l'effet de répétition d'un discours déjà entendu ? Ou le scepticisme que peut provoquer cette affirmation optimiste : « J'ai besoin que les travailleurs, les travailleuses nous soutiennent par millions et par millions le 26 avril au premier tour. Voilà la solution, voilà l'is-

sue. Voilà l'idée dont je sais qu'elle est en train de grandir ».

Une heure plus tard, à la Porte de Pantin, le décor change. Un jeune minet, flanqué d'un cerbère en gabardine, coupe de cheveux légionnaire, exige notre carte d'invitation. Foule bien différente ici : le complet croisé domine et les tenues féminines 16<sup>e</sup> arrondissement, bon chic, bon genre fleurissent. Pourtant, au milieu de ces bourgeois bon teint, de tous jeunes supporters, jeans et cuir, visiblement de milieu populaire. « Oh non, on ne fait pas de politique, m'explique un lycéen qui ne doit pas avoir quinze ans. Evidemment, si on est là, c'est qu'on est plutôt pour Giscard. Mais on est surtout venus pour être là avec d'autres jeunes pour s'amuser ». En guise d'amusement, une troupe de majorettes joue de la musique militaire en attendant le président. Pour ce jeune, c'est son quatrième rassemblement. Ah bon, il n'est pas parisien ? Non, il est venu de Troyes avec trois copains. Mais ça doit coûter cher, tous ces déplacements ? « Dix francs, ça vaut le coup, surtout qu'on va voir le groupe Police ». Las ! le groupe attendu ne vint pas et ils durent se contenter de Thierry Le Luron. Malgré l'interdiction formelle qui leur avait été notifiée, des grappes compactes de tout jeunes lycéens quittaient le chapiteau, et se lançaient à la découverte du métro. « Dites, Monsieur, comment on fait pour mettre son ticket ? Vous ne pourriez pas nous conseiller un endroit où il y aurait de l'animation ? ».

## Vaulx-en-Velin (banlieue lyonnaise)

# ...CONTRE LES VOYOUS

Ce tract reprend des incidents qui se sont déroulés le 16 mars. Les versions divergent selon les sources, mais une bagarre a éclaté entre les gardiens d'immeubles et un groupe de jeunes immigrés sans que les causes et les responsabilités en soient déterminées de façon certaine pour l'instant. Le résultat en est qu'un jeune immigré a eu un poumon perforé par un coup de poignard dans le dos.

Le PCF s'est emparé de l'affaire et accuse le Préfet de fermer les yeux sur la délinquance qui se développe dans les municipalités qu'il dirige. Il demande l'arrestation du jeune blessé qui « court toujours bien que la police ne dise pas que celui-ci est un inconnu : ses méfaits sont nombreux et les plaintes contre lui le sont autant. Il se nomme B... et habite O... »

### Il n'est pas facile de vivre dans une ZUP

Tout n'est pas rose dans la ZUP de Vaulx-en-Velin, qui possède le plus fort taux de familles à faible revenu de la région lyonnaise. Bien entendu, rien n'est prévu pour les adolescents, bien souvent chômeurs; même les lo-

Après les immigrés, les drogués, les nomades, le PCF part en guerre contre les voyous; à Vaulx-en-Velin, municipalité PCF de la banlieue de Lyon, le PCF a distribué la semaine dernière un tract dénonçant nommément un jeune immigré comme « chef de bande » et demandant son arrestation.

caux collectifs, qui ont brûlé l'an dernier, n'ont pas été réouverts...

Que la délinquance, les jeux dangereux se développent dans ces conditions (chômage, misère, béton, ennui, envies, racisme), cela s'explique.

Il est certain que le vandalisme, les dégradations, la provocation sont des faits quotidiens dans la ZUP. Mais à qui la faute ? A ceux qui parquent les familles dites « économiquement faibles » dans des barres de béton, dans des banlieues lointaines mal desservies, où la majorité de la population travaille dans une autre banlieue, ou bien est au chômage ? Ou à ces jeunes, comme le prétend le PCF, qui réagissent contre cette dégradation sociale et le racisme omniprésent par le saccage et les bagarres ?

Encore une fois, le PCF se permet de dénoncer nommément une famille. « Nous, communistes, nous sommes aux côtés des travailleurs, contre les voyous », disent-ils. Mais

si, dimanche, le PCF n'était pas présent, contrairement à son habitude, sur le marché vaudais, n'est-ce pas parce que nombre d'antiracistes étaient là, pour dire qu'ils refusaient à la fois l'attitude du PCF et la délinquance ?

### Un aspect de la vie à la ZUP

D'après le récit d'une jeune ouvrière

« Le supermarché est situé dans la galerie marchande, à l'opposé de l'Hôtel de Ville (municipalité PCF). Depuis qu'Auchan a racheté le supermarché à Record, les services de sécurité sont partout. A l'entrée et à la sortie, même dans les parkings souterrains, parfois avec des chiens. Il est interdit aux jeunes immigrés de moins de dix-huit ans d'entrer, de même qu'aux

groupes de jeunes sans distinction de nationalité. J'ai vu des femmes venues avec un landeau, obligées de le laisser à l'entrée et porter leur bébé dans les bras pendant toutes leurs courses.

Parfois, on est fouillé à l'entrée et suivi à l'intérieur. Plus souvent, on est fouillé à la sortie, surtout les immigrés, avec vérification du chariot entier. Même les caissières sont fouillées à la sortie ! Et puis, les issues de secours sont fermées par des chaînes, avec de gros cadenas; bien sûr, un des maillons est au tiers scié, mais les techniques de la mairie trouvent cela normal ! Pour améliorer le rendement des caissières, ils leur ont mis un cache sur le clavier, pour qu'elles ne soient pas tentées de regarder : tu as intérêt à surveiller ta note ! »

Pourquoi toutes ces mesures ?

« Soit-disant pour lutter contre le déficit dû aux vols et au vandalisme des jeunes. Maintenant qu'il y a des garde-chiourmes, ils viennent en bande les provoquer. Ça leur fait de la distraction ». La violence et la provocation viennent-elles seulement des jeunes ?

Correspondant



*Cette rubrique est destinée à recevoir les points de vue et les contributions, concernant les nouvelles orientations du Parti. Ce sont des camarades qui s'y expriment et non encore le Parti lui-même, dont le IV<sup>e</sup> Congrès délimitera le contenu exact de ces nouvelles orientations. C'est donc dans ce cadre que nous poursuivons la publication d'une série d'articles de Max Cluzot.*

## POURQUOI LES NOUVELLES ORIENTATIONS ?

### II — Actualité du communisme, déroute de l'économisme - 3 -

**D**ÉSINTERET assez net pour le jeu politique dominé par les grands partis, modification du rapport aux partis, y compris à l'intérieur de ces formations, extension du mouvement associatif, attrait des grandes mobilisations ponctuelles, voilà quelques traits qui peuvent caractériser le rapport à la politique dans ces dernières années. Si l'on doit pouvoir s'accorder aisément sur ce recensement assez évident, le problème essentiel reste celui de l'interprétation de ces faits. Les explications avancées ne manquent pas, mais en quoi sont-elles satisfaisantes ?

Il faut tout d'abord observer que la plupart de ces explications ont un point négatif commun : elles effacent tout simplement le mouvement de mai 68, qui reste 13 ans plus tard, le phénomène le plus inexplicable, le moins pris en compte de l'histoire récente de la France. Mouvement erratique, brusque et anodine poussée de fièvre, caprice à l'échelle d'une société, on ne sait plus aujourd'hui donner un sens à cet épisode pourtant proche. Aussi l'actuelle dépolitisation apparente de notre société est-elle restituée à travers des schémas assez fragiles. A défaut d'un consensus global sur les relations sociales, dont la conflictualité aurait baissé avec la crise, on assisterait à un assez large partage de valeurs essentielles suffisantes à maintenir la cohésion de la société, valeurs essentielles reconnues par la plus grande partie des acteurs, dont l'affrontement, ce faisant, n'aurait pas d'enjeu capital. L'épouvantail brandi du changement de société ne serait donc plus qu'un argument électoral sans grande envergure, destiné à se départager les franges

les plus bornées de l'électorat, mais ne serait guère pris au sérieux, par ceux-là même qui l'agitent.

Cette interprétation sereine du désintérêt pour la politique présuppose donc une condition fondamentale : l'accord sur un exemple de valeurs, faute de quoi son pouvoir explicatif serait nul et cela reviendrait à rendre compte du manque d'intérêt pour la politique par la dépolitisation. Or, si l'on se saurait entièrement rejeter ce type d'interprétation, force est de constater que la base du consensus revendiqué n'est pas claire, et qu'elle rassemble surtout des valeurs négatives.

Quelles sont-elles ? L'individualisme, le repli sur la sphère du privé, le scepticisme sur les possibilités de transformation radicale, la fatalité de la crise, la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, la complexité du monde moderne, la relativité des idéologies, la permanence nécessaire des différences, la nécessité fonctionnelle du type actuel de division sociale du travail. En voilà pêle-mêle quelques unes. Et par voie de conséquence, plus positivement si l'on ose dire, une certaine définition du bon sens, la recherche de la compétence technique, vertu supposée des hauts fonctionnaires, un certain attachement aux droits de l'homme par exemple.

Or ce système assez hétéroclite de valeurs, si diffus soit-il dans la société, est en réalité un conglomerat résultant de plusieurs facteurs distincts. Il amalgame la représentation du monde propre aux classes dominantes, telle qu'elle se manifeste à l'intérieur d'une formation sociale où le capitalisme a poussé jusqu'à son terme le développement

de ses propres contradictions, avec le produit de la crise des modèles culturels qui historiquement lui ont fait face dans la classe ouvrière, tout en subissant son influence, alors que la nouvelle culture apparue avec mai 1968 n'a pas encore émergé dans le champ politique. On est loin ce faisant d'un véritable phénomène consensuel, tel qu'il peut fonctionner dans certains pays, ou tel qu'il a pu se faire jour, en excluant de larges secteurs de la classe ouvrière, dans l'histoire de notre pays. Ce gigantesque ventre mou idéologique qui nous est présenté en guise de consensus ne s'articule autour d'aucune valeur centrale. On est loin des grands mythes unificateurs comme celui de la République par exemple. La dépolitisation superficielle qui se manifeste ce faisant n'est en rien un élément de définition de la société française, mais un fait de conjoncture, résultant de la conjonction provisoire des trois facteurs indiqués et pourtant dépassable. Comme ce n'est pas sur la représentation du monde propre à la bourgeoisie qu'il s'agit d'agir, sinon pour en combattre l'influence dans les classes exploitées, ce qui nous intéresse au premier chef. C'est bien sûr d'une part la crise des modèles culturels et politiques présents dans la classe ouvrière et le peuple et d'autre part l'émergence dans le champ politique de la nouvelle culture apparue avec 68.

Cette crise se manifeste par l'atténuation, l'obsolescence, la remise en question ou le rejet de valeurs essentielles historiquement portées par les cultures politiques présentes dans la classe ouvrière et le peuple et qui constituaient le soubassement de leur intervention proprement

politique. Parmi ces valeurs, évidemment, le sentiment d'appartenance à un camp international, rayonnant autour des pays socialistes a été le plus durement touché, depuis que la réalité concrète de l'URSS et des démocraties populaires est mieux connue, et en même temps, mais aussi sous l'effet d'autres facteurs, la notion même de camp, de force sociale nettement délimitée, à l'intérieur du pays, et pourvue d'attributs propres, a connu une certaine atténuation. Sa recomposition implique la prise en compte effective des transformations apportées par le capitalisme aux modes d'exploitation et d'oppression qu'il exerce et de l'extension partielle de ces réalités à d'autres couches sociales. Mais, ce faisant, ce qui se fait jour avec beaucoup d'acuité, ce sont les lacunes de la trame classique définissant à travers les modèles réformiste, révisionniste, et même dans une certaine mesure certaines approches révolutionnaires, la représentation du développement historique. Cette trame classique, sous ses diverses modalités d'expression, concurrentes et opposées, est largement construite sur une représentation simpliste, mécaniste, de la société, qui, mise mille fois en défaut, est aujourd'hui en crise. Cette représentation qui articule de manière spécifique une définition de l'Etat, une définition des classes, une vision du progrès, un rapport à l'organisation, une notion du politique, c'est l'économisme.

(A suivre)

Max CLUZOT

**rien  
ne changera vraiment  
sans une gauche nouvelle!**

**7 ans ça suffit  
IL FAUT BATTRE GISCARD**

**D** EPUIS 7 ans que Giscard est président qu'ont gagné les travailleurs ? Le nombre des chômeurs a été presque multiplié par 5 ; les prix ont doublé et le pouvoir d'achat a diminué. Le bilan est lourd. Depuis 7 ans, Giscard et ses ministres n'ont cessé de promettre la fin des difficultés. Mais l'évidence est la plus forte : il n'en est rien. Promesses et mensonges ne masquent pas la réalité. Les élections présidentielles, voilà l'occasion de renvoyer Giscard et Barre, l'homme le plus détesté par les travailleurs. Cette occasion, il ne faut pas la manquer. Ce que signifierait sa réélection est clair : des conditions de vie et de travail aggravées, mais aussi une menace accrue pour les libertés, pour les droits des travailleurs. Avec la loi Sécurité et Liberté, avec les licenciements de délégués et de syndicalistes, chaque fois que les patrons le demandent, avec les attaques contre les journaux, avec le renvoi des magistrats pas assez

souple, avec les scandales et les bavures policières... c'est tout le peuple, les droits démocratiques qu'il a conquis qui sont attaqués, bafoués. Restrictions pour les travailleurs, profits des trusts et autres grands patrons, le régime de Giscard, c'est aussi une politique extérieure dangereuse, dans un monde où les risques de guerre n'ont cessé de s'aggraver.

**Le Parti Communiste Révolutionnaire** appelle à tout faire pour battre Giscard et au tour décisif de l'élection présidentielle, à voter pour le candidat de gauche qui lui sera opposé. En effet, une victoire de la gauche modifierait la situation politique et sociale. Une dynamique nouvelle des luttes peut alors voir le jour. Voter pour la gauche, c'est aujourd'hui rendre plus facile le déclenchement des luttes de demain, des luttes sans lesquelles rien ne peut jamais être obtenu.

**MAIS LA GAUCHE  
RETARDE SUR LA VIE**

**M** AIS ce n'est pas l'élection éventuelle de Mitterrand qui apportera des solutions aux problèmes fondamentaux de notre société. On ne peut en attendre que quelques correctifs au système, que le PCF soit ou non associé au gouvernement. Car la gauche traditionnelle s'avère incapable de saisir les conflits les plus profonds qui contestent l'organisation capitaliste de cette société.

Le capitalisme moderne a accentué, généralisé le travail parcellisé, à la chaîne, pour les ouvriers spécialisés, les manœuvres, mais l'a aussi étendu à des ouvriers qualifiés et jusqu'à des employés et des techniciens. Travail de pure et simple exécution, complètement privé d'initiative, il suscite en retour une remise en cause de toute l'organisation du travail. Les luttes d'O.S., ces dernières années, le rejet du travail dans une partie de la jeunesse, certains phénomènes d'absentéisme en sont autant de manifestations. Avec la crise,

l'extension du chômage et la multiplication des formes d'emploi précaire ajoutent l'insécurité à l'ennui et à la négation du pouvoir d'initiative des travailleurs. Or quelles solutions sont apportées par la gauche traditionnelle à ce qui affecte directement l'existence de millions de travailleurs ? Avant tout, certaines nationalisations. Cette réponse s'est révélée, à l'expérience, insuffisante. L'appropriation collective des moyens de production n'a de sens que si, dans le même temps, les travailleurs deviennent effectivement maîtres de leur travail et sont en mesure de transformer l'organisation existante, de vivre leur rapport au travail d'une façon radicalement différente.

Qu'une telle aspiration ne trouve pas son expression à travers les partis de gauche indique l'ampleur du décalage, du retard qui s'est accusé entre de larges couches de travailleurs et leurs représentants politiques traditionnels. Ce n'est pas seulement le système politique qui suscite à présent mécontentement et insatisfaction : au moment même où la concurrence électorale bat son plein, beaucoup s'en désintéressent et s'en défont, même s'ils iront voter, le jour venu, pour marquer leur refus, mais en mesurant toutes les limites de ce moyen d'intervention politique. Ce sont les partis de gauche eux-mêmes qui sont contestés. Dans leur fonctionnement : les militants en désaccord se refusent à adopter des orientations imposées, où ils n'ont pas pu prendre part. Dans leur rôle de représentation politique : même



Le travail de pure et simple exécution, complètement privé d'initiative, suscite une remise en cause de toute l'organisation capitaliste du travail.

en adhérant à ces partis, souvent on reste à un accord partiel, on cherche seulement à amplifier l'écho de telle lutte engagée. Beaucoup s'en détournent et préfèrent mener des combats sectoriels, développer des initiatives ponctuelles. Autant de signes qui montrent que les partis de gauche, pas plus que le système politique existant, ne

**LA REVOLUTION, UNE VIEILLE IDEE NEUVE**

**A** FFIRMER que la révolution socialiste est la seule solution pour parvenir à un vrai changement de société est parfois considéré comme une utopie, ou une réponse qui retarderait sur la vie. Nous ne le pensons pas. Au contraire, ce qui retarde sur la vie, c'est la réponse en termes de réforme, en termes d'aménagement du système capitaliste, ce sont les partis de la vieille gauche qui ne saisissent pas l'ampleur des contradictions révélées par la crise et qui, pour cela, sont aujourd'hui en difficulté. Le développement, à côté d'eux, de mouvements nouveaux comme le mouvement des femmes, ou des écologistes, le développement d'associations proposant la lutte sur de multiples aspects de notre vie, n'est-il pas le signe que ces partis sont souvent à côté de la réalité, sont incapables d'en concevoir la transformation complète ? Les questions posées par des milliers de militants à l'intérieur-même de ces partis, sans qu'ils y trouvent de réponse, le départ d'un nombre important d'entre eux depuis 1978, n'est-il pas le signe que ces partis ne s'emparent pas réellement des problèmes posés par notre société aujourd'hui et restent sur des réponses toutes faites ? Non, ces partis ne décrivent pas les moyens nécessaires pour vraiment changer réellement de société. Changer de société, on ne peut le faire que par une révolution qui permettra aux travailleurs de notre pays de prendre en mains leurs propres affaires, de ne plus subir l'exploitation capitaliste, mais aussi de ne plus laisser à personne le soin de gérer leur vie.

Qu'entendons-nous par révolution ? C'est la transformation complète, radicale de la société, à partir de ses propres contradictions. Et le socialisme qui en résulte est façonné par ce qu'était la société qu'il

répondent aux besoins d'une intervention directe, d'une participation véritable à la vie politique.

Si des éléments aussi fondamentaux pour une société que le rapport au travail, le rapport à la politique et au pouvoir sont entrés en crise, cette crise appelle des solutions radicales.

remplace, par l'état de son développement économique et social, par les exigences et les habitudes des hommes qui la composent.

Est-ce qu'on peut comparer le projet révolutionnaire pour la France à d'autres expériences ? Les exemples étrangers sont souvent cités dans le but soit de faire croire à l'impossibilité du socialisme, soit de détourner de cette perspective en n'en retenant que des erreurs et des crimes, certes bien réels. Faut-il se laisser impressionner par des exemples étrangers cités hors de tout contexte ? Nous ne le pensons pas.

Car le socialisme que nous voulons, c'est celui qui sortira de la société française largement développée économiquement, où les travailleurs ont, par leurs luttes, conquis des libertés, où existent un respect relatif des droits de l'homme, des droits d'expression politique et d'organisation démocratique, des traditions politiques et culturelles. Cette société, nous ne pouvons la comparer à celles de pays dominés par un capitalisme sauvage, comme en Corée du Sud, ou au Brésil. Et nous ne pouvons pas plus essayer de comparer des socialismes issus de sociétés très largement différentes à ce que devra être le socialisme dans notre pays.

Cette révolution socialiste qui est nécessaire pour notre pays n'a pas de précédent historique. C'est avec tous les hommes et toutes les femmes qui en ressentent déjà la nécessité et qui forment déjà une gauche nouvelle différente à l'intérieur comme à l'extérieur des partis et des syndicats qu'il faut dès maintenant la préparer. C'est ce à quoi vous appelle notre Parti, le Parti Communiste Révolutionnaire.

**PCR**

**Parti Communiste  
Révolutionnaire**

**du PCR... positions du PCR...**

 <p><b>CRISE</b></p> <p>Contre le chômage et la vie chère, reconstruire l'union dans les luttes.</p>	 <p><b>LIBERTES</b></p> <p>Licenciements de délégués, loi Sécurité et Liberté : Giscard attaque les droits conquis par les travailleurs.</p>
<p><b>PCF</b></p>  <p>Une évolution dangereuse, qui tourne le dos à la lutte des classes. Mais Marchais ne fait pas l'unanimité dans son parti.</p>	<p><b>TRAVAILLEURS IMMIGRES</b></p>  <p>Ils font partie intégrante de la classe ouvrière de France.</p>
<p><b>POLOGNE</b></p>  <p>Solidarité avec Solidarnosc. Vigilance face aux risques d'intervention soviétique.</p>	<p><b>AFGHANISTAN</b></p>  <p>Les troupes soviétiques doivent évacuer l'Afghanistan. Ne ménageons pas notre soutien à la résistance du peuple afghan ! En luttant pour son indépendance, le peuple afghan se bat pour la paix.</p>
 <p><b>SALVADOR</b></p> <p>Halte à l'intervention américaine ! Soutien résolu à la résistance populaire.</p>	<p><b>RISQUES DE GUERRE</b></p>  <p>La rivalité des deux superpuissances USA-URSS menace la paix mondiale.</p>
<p><b>ETRE REVOLUTIONNAIRE</b></p> <p>Une vieille idée neuve : la révolution Pour la préparer : rassembler une nouvelle gauche</p>	<p><b>SOCIALISME</b></p> <p>Pour en finir avec l'exploitation capitaliste Pour décider nous-même de notre vie. Pour changer le travail Il faut une société radicalement nouvelle : le socialisme</p>



**ABONNEZ-VOUS A**

**A**

*Pour le Socialisme*

20 numéros : 100 F

1 an : 200 F

ECRIRE A **POUR LE SOCIALISME**  
BP 68 PARIS CEDEX 19

**DEMANDE DE CONTACT AVEC LE PCR**

Je demande le contact avec le PCR

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

RETOURNEZ CE BULLETIN A  
PCR BP 68 PARIS CEDEX 19

# VILLE NOUVELLE VIE NOUVELLE ?

## En Région parisienne, DES OBJECTIFS REDUITS DE MOITIE

Il y a quinze ans, Delouvrier lançait l'idée des cinq villes nouvelles de la Région Parisienne. Il y a six ans, Giscard réunissait son Conseil des ministres dans l'Agora d'Evry. Aujourd'hui, de ces villes nouvelles, il n'est plus guère question. Ce devait être la « grande aventure de cette fin du 20<sup>e</sup> siècle », le « western français ». Aujourd'hui, on parle « village », « placette », « rue »... Alors ? Echec ?

Par Nicolas GUILLOT

**E**CHEC ? A première vue, on serait tenté de répondre que oui. Les cinq villes nouvelles devaient accueillir 1.800.000 habitants, aujourd'hui, on atteint péniblement le quart ; il est vrai qu'en 1979, les objectifs ont été réduits de moitié ! Elles devaient réaliser l'équilibre entre l'emploi et l'habitat (voir encart), on en est loin. Une grande partie des équipements prévus n'ont pas été construits et ne le seront pas (pas d'hôpital pour les 200.000 habitants prévus à Saint-Quentin), et ceux qui existent ont toutes les peines du monde à tourner : la patinoire de l'Agora d'Evry est fermée, au centre commercial « Les Arcades » de Marne-la-Vallée, 30.000 kilomètres carrés de commercialisés sur les 110.000 prévus... Mais faut-il juger le projet « villes nouvelles » sur ces seuls critères ?

### Paris, mégapole européenne

1965, année de naissance des villes nouvelles, on est en plein gaullisme conquérant, en pleine croissance économique. Pour les technocrates gaullistes, l'avenir est rose. On prévoit 14 millions d'habitants en Région Parisienne pour l'an 2000 (on hésite aujourd'hui entre 10 et 11 millions), on prévoit de doubler le nombre d'emplois, de multiplier par 5 le pouvoir d'achat ! ! ! Le baptême se célèbre dans l'euphorie.

L'objet des villes nouvelles est de donner à Paris les moyens de devenir la grande métropole eu-

ropéenne, pôle du rayonnement français. Les cinq villes doivent constituer le bassin de main-d'œuvre tertiaire de la « Défense » ; il s'agit avant tout de structurer, de maîtriser le développement anarchique de la Région Parisienne, en y créant de nouveaux centres attractifs, faciles d'accès, disposant de tout ce qui est nécessaire à la vie d'un citoyen de la société de consommation.

Tout cela ne s'est d'ailleurs pas passé sans heurts, ce projet défendu par le District de Paris rentrait en contradiction avec les objectifs de décentralisation pronés par d'autres technocrates de l'Aménagement du territoire, la DATAR.

### Révision en baisse

1974, c'est la « crise ». La



Pour bloquer le développement concentrique de l'agglomération parisienne, le Schéma Directeur de 65 (SDAU) prévoyait deux axes urbains, parallèles à la Seine, avec cinq villes nouvelles : Cergy-Pontoise, Marne-la-Vallée, St-Quentin-en-Yvelines, Evry et Melun-Sénart.

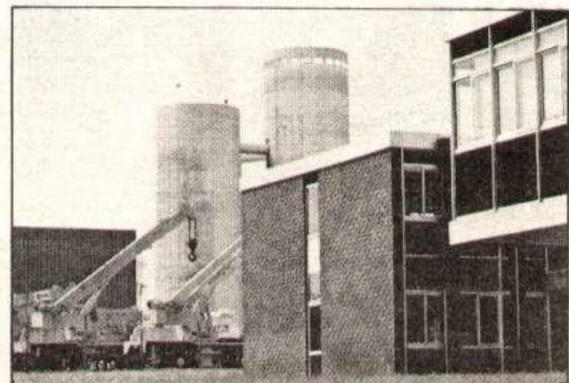
croissance économique n'est pas celle qui avait été prévue, bien au contraire ! A Matignon, le problème n'est plus tellement de réorganiser le marché de l'emploi mais plutôt de le restreindre. Et en fait d'aménagement du territoire, il ne s'agit plus de mieux répartir sur le territoire, mais plutôt d'opérer des coupes sombres dans certaines régions. Il est bien évident que, dans ce changement de cadre, le projet « villes nouvelles » n'a plus les mêmes raisons d'être.

Conséquence la plus évidente :

la révision en baisse des objectifs, environ la moitié de ce qui était prévu en 1965, dans tous les domaines (logements, emplois...). Avec, également, l'étalement des délais de réalisation de ces objectifs. Tout cela a des effets dramatiques pour ceux qui habitent en ville nouvelle : moins nombreux que prévu, ils ont à payer des équipements surdimensionnés et dont le remboursement devait être réparti sur une population bien plus importante que ce qu'elle est aujourd'hui : les quelques 100.000 habitants actuels de Marne-la-Vallée payent des équipements prévus pour une population de 500.000 personnes. Ce qui signifie des impôts locaux très élevés et en hausse permanente : ils ont doublé en 5 ans à Elancourt (Saint-Quentin-en-Yvelines). On retrouve donc en ville nouvelle ce même phénomène qui caractérise l'ensemble de la politique giscardienne du logement : un désengagement financier de l'Etat, dont les utilisateurs subissent les douloureuses conséquences.

### Encadrer la vie

Mais, cette révision en baisse



### Un logement, un emploi

Tel était l'objectif proclamé du projet de 1965. Quinze ans après, on en est encore loin. Seules Evry et Cergy approchent cet objectif, à Marne-la-Vallée, c'est plutôt 0,5 emploi pour un logement.

Encore faut-il bien voir la nature des emplois créés : pratiquement pas d'emploi féminin, beaucoup d'entreprises sont venues de Paris, avec leur personnel, s'installer dans les zones industrielles des villes nouvelles, alléchées par de nombreux avantages financiers et l'espoir de réduire les salaires. Si bien que, dans le meilleur des cas, à Evry, un habitant sur deux travaille dans les environs ; la population était la même avant la création de la ville nouvelle.

A quoi attribuer cet échec ? La crise, le chômage peut-être, l'implantation naturelle des emplois en Région parisienne, que le projet « villes nouvelles » n'est pas parvenu à modifier, peut-être aussi.

Mais peut-être aussi, au-delà des intentions affichées, les planificateurs de 65 n'avaient-ils pas tellement l'intention de créer des emplois en Ville Nouvelle. En effet, dans le même temps, on appelait les entreprises industrielles à décentraliser en province, on concentrait toutes les créations d'emploi tertiaire de la Région parisienne sur la « Défense », et on consacrait l'essentiel des investissements du réseau ferré et du RER pour diriger vers la Défense son flot quotidien d'employés de bureaux. Or, à l'autre bout de ces nouvelles lignes, que trouve-t-on ? Les villes nouvelles, réservoir de main-d'œuvre pour la Défense.

ne semble pas être la principale conséquence de la crise sur les villes nouvelles. Parallèlement à ce désengagement financier, il y a une réorientation des secteurs d'intervention et des objectifs de l'Etat vers un plus grand encadrement, un plus grand contrôle de la vie sociale. C'est ce qui se cache derrière le discours « priorité au cadre de vie ».

Le phénomène n'est pas entièrement nouveau, il était déjà présent dans l'esprit des planificateurs de 1965, échaudés par l'échec « social » des grands ensembles, la « sarcelle » comme on l'appelait alors, et ses conséquences politiques, l'élargissement de la « ceinture rouge » de Paris. Déjà, dans le projet de 1965, il y avait un certain nombre de mesures vi-

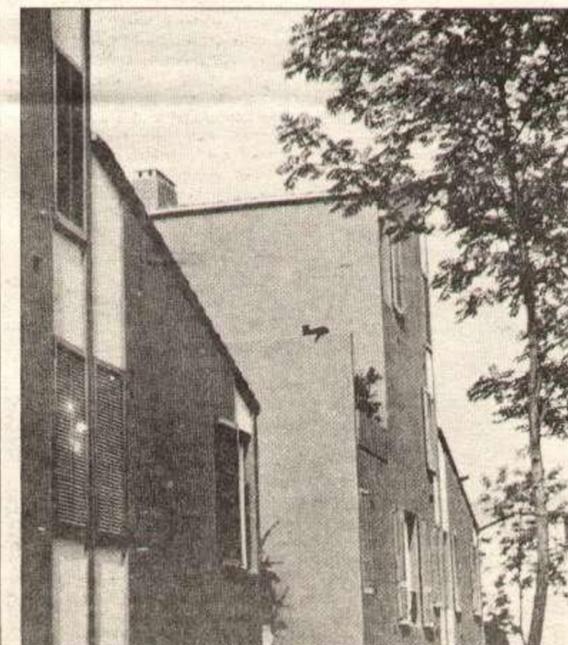
sant à améliorer, rationaliser, « hygiéniser » le cadre de vie, réduction du temps de transport par la mise en place du réseau ferré et du RER, rapprochement des équipements, des commerces, mise en place d'un large éventail de loisirs, de services culturels... Même si la crise, par ses aspects financiers, a freiné la réalisation de ce projet, il existait bel et bien et c'est en ce sens qu'on peut dire que les villes nouvelles ont constitué un riche terrain d'expérience de l'actuelle politique giscardienne dans le domaine de l'habitat.

Depuis 1976, le cadre de vie, au sens propre du terme, c'est-à-dire encadrer la vie, est devenu la priorité, l'objectif principal de la politique giscardienne en ville nouvelle. Pas un domaine de la vie quotidienne qui n'y échappe à telle ou telle antenne de l'appareil d'Etat.

### L'Etat tentaculaire

Dans ce but, tout l'arsenal réglementaire du projet de 1965 a été mis à contribution, à commencer par les EPA (Etablissement Public d'Aménagement). Car les villes nouvelles ne sont pas des villes comme les autres, ou une partie du pouvoir de décision est déléguée aux collectivités locales. En ville nouvelle, toutes les décisions d'aménagement, celles qui engagent à jamais la vie future de la ville, sont prises par les EPA, organismes dépendant directement de l'Etat. Et en ces périodes de gestion de pénurie, le rôle des EPA s'est accru : « arbitrer », c'est-à-dire trancher entre les différents intervenants : promoteurs, communes, habitants...

### LA SEMAINE PROCHAINE : Vivre autrement ?



**CONTRE LES LOIS ET LES CIRCULAIRES ANTI-IMMIGRES, LES RAFLES ET LES EXPULSIONS, LA DIVISION, LES QUOTAS, LES RACISMES ET LES ACTES FASCISTES POUR LA DEFENSE DES LIBERTES POUR L'EGALITE DES DROITS FRANCAIS-IMMIGRES NOTRE FORCE C'EST NOTRE UNITE**

**MANIFESTATION  
SAMEDI 4 AVRIL  
A BARBES  
14 h**

A l'initiative des associations de travailleurs immigrés regroupés dans la MTI. Soutenue par de nombreuses organisations.

Mouvement de Soutien à la Résistance Afghane

### Sainte-Geneviève-des-Bois LE TRAVAIL D'UN COMITE DE SOUTIEN

TE-GENEVIEVE-DES-BOIS, 25 km de Paris par l'autoroute du Sud, « cité-dortoir ». Un peu plus de 30.000 habitants. Une municipalité à direction PCF. Autres forces politiques : PS, PSU, PCR. Une vie associative développée.

A la suite des « 6 heures pour l'Afghanistan », le 6 juin à Paris, quelques signataires de l'appel se retrouvent et proposent d'élargir cet appel au niveau de la région.

En octobre, un embryon de comité se met à fonctionner. Par invitations écrites, il annonce l'initiative d'une réunion publique. C'est une dizaine de personnes qui participent aux réunions préparatoires. Comme organisations représentées en tant que telles, il n'y a que le PSU et le PCR.

Pour s'assurer une salle auprès de la municipalité, il a fallu s'y prendre assez tôt et appuyer la démarche par une lettre signée par une dizaine de personnalités de la ville.

Dès que la participation d'Antoine Spire, d'Hervé Baré et d'un patriote afghan est confirmée, 600 cartons d'invitation et 5.000 tracts sont tirés et diffusés par lettres, sur le marché et par les membres du comité. Une affiche-bandeau est collée sur les murs de la ville. La réunion publique est annoncée par le *Républicain*, hebdomadaire régional.

Le travail de préparation a été payant puisque 130 personnes se sont déplacées pour la soirée du 20 février. Elles sont venues surtout de Sainte-Geneviève, mais quelques-unes viennent des communes limitrophes. Il y a des lycéens aussi, venant princi-

palement d'Einstein. Ce public sera très attentif et posera de nombreuses questions : sur l'état de la Résistance et les possibilités de son unification, sur les raisons de l'intervention soviétique. C'est ce dernier point qui occupera la plus grande partie du débat, et c'est surtout Antoine Spire qui sera mis à contribution, son analyse de la stratégie soviétique n'étant pas partagée par les intervenants.

On parle d'une autre réunion — sous une autre forme sans doute — pour prolonger le débat. C'est ce travail que le comité naissant aura à prendre en charge. Mais aussi d'autres tâches : élargissement géographique, jonction avec les comités d'Orsay et de Montgeron, prise en charge de la campagne « 1 million pour l'Afghanistan ».

Pour cela, les contacts pris à la fin de la réunion publique devraient se transformer en autant de relais pour la collecte des bons de soutien, la diffusion du bulletin du MSRA « Afghanistan en lutte ».

Plan de travail précis sur plusieurs semaines, « politique des contacts » suivie, campagne de propagande à la fois large et sélective, préparation matérielle ne laissant rien au hasard, respect pointilleux de l'horaire dans le déroulement de la soirée publique.

Ce sont quelques-unes des raisons qui ont permis au comité d'atteindre son premier objectif : affirmer son existence. Cela ne va pas de soi dans une banlieue-dortoir, à 25 km de Paris.

Correspondant

« La PCF irrite, intrigue, fascine (...) Année après année, avec la même inlassable obstination, il déçoit beaucoup de ceux qui étaient venus vers lui, il attire avec la force de l'évidence beaucoup d'autres, qui viennent prendre leur place. Et pourtant il est. Comment déchiffrer cette énigme ? »

### Un parti d'ordre

La réponse, pour Chesneaux, réside avant tout dans la base sociale du PCF. Le PCF, c'est le parti de la « classe ouvrière garantie » (COG), cette fraction de la classe ouvrière qui « dispose de la sécurité d'emploi. Elle est salariée directement ». Elle est fortement organisée (syndicat, comités d'entreprises). Elle dispose de droits importants (Sécurité sociale, retraite...).

De par cette situation favorable dans le système, la COG est amenée à adhérer aux valeurs fondamentales que colporte la bourgeoisie : amour du travail et de la compétence tels qu'ils existent aujourd'hui, culte de l'ordre, refus de ce qui sort de la normale (mai 68 ou Lip, par exemple). La COG, c'est donc tout le contraire de la classe ouvrière révolutionnaire (définie par Chesneaux comme l'ensemble des travailleurs précaires, immigrés, saisonniers, chômeurs...). S'appuyant sur elle, le PCF sera donc le parti de l'ordre, de la croissance économique à tout prix ; en un mot le parti de l'intégration de la classe ouvrière au système.

### La « ligne Shératon »

Ceci est accentué par ce que Chesneaux appelle la « ligne Shératon » : cette tentative de rapprochement avec les cadres, ingénieurs, techniciens, ces symboles de la compétence telle qu'il la conçoit, ces agents privilégiés de la « Révolution scientifique et technique ».

Ce concept de « Révolution scientifique et technique », Chesneaux le voit comme la pierre angulaire, au plan théorique, de la ligne du PCF : issu de conceptions économistes plus anciennes affirmant la neutralité des forces productives, le concept de RST se fonde sur le soutien inconditionnel au progrès technique, aujourd'hui symbolisé par l'informatique, le nucléaire, l'automatique. Le seul problème dans ce cadre est aujourd'hui, et demain dans le « socialisme », d'encourager systématiquement le progrès technique, sans s'interroger sur sa nature, puisque « par définition » il ne peut avoir que des conséquences positives au plan social.

### Une société parallèle

Rouage de la société bourgeoise, le PCF l'est à sa façon : en tant qu'outil d'ascension sociale pour certains membres de la COG, moyen pour eux d'ac-

Le PCF, un art de vivre, de Jean Chesneaux

# LE PCF, PARTI DE L'ARISTOCRATIE OUVRIERE ?

Par Robert QUINSAT

quérir ce statut, ce pouvoir, cette compétence que la bourgeoisie leur refuse. C'est en ce sens qu'on peut qualifier le PCF de « société parallèle ». Ici, par PCF, il faut entendre non seulement le parti lui-même mais aussi tout ce qui lui est plus ou moins lié : municipalités, CGT, sociétés privées dont il est actionnaire, etc. Toute cette fraction de la société française possède ses propres règles de fonctionnement, sa hiérarchie, ses rites bien à elle (la fête de L'Huma), ses symboles (le « palais Fabien »), ...

### Un parti en crise

Mais aujourd'hui, par les licenciements et la précarisation qu'elle provoque, la crise économique fait vaciller la COG. Ainsi, c'est la base sociale même du PCF qui se trouve mise en cause, entraînant nombre de défections dans ses rangs. Dans le même temps, l'alourdissement du PCF comme appareil, accéléré sous la V<sup>e</sup> République, se révèle excessif, provoquant inefficacité et rejet croissant. C'est par ces deux facteurs que Chesneaux explique la crise actuelle du PCF, et la nécessité pour lui de s'implanter dans l'autre frange de la classe ouvrière : « la classe ouvrière précaire » (COP).

### Une COG intégrée ?

L'analyse de Chesneaux, émaillée de nombreuses anecdotes, souligne bien le statut du PCF dans la société française, statut qui fait de lui un instrument d'encadrement politique de la classe ouvrière, tendant à bloquer toute lutte ou toute initiative subversives.

Mais certains points du raisonnement semblent réducteurs ou discutables.

D'abord l'existence et la nature de deux couches dans la classe ouvrière. Chesneaux s'inspire par là des thèses opéraïstes nées en Italie (avec Negri notamment).

Si on se base sur la définition donnée de la COG, celle-ci regroupe une grande majorité de la classe ouvrière, qui va des travailleurs « privilégiés » d'EDF jusqu'aux O.S. de chez Citroën non immigrés. Or, tous les exemples que cite Chesneaux pour définir l'idéologie de cette COG renvoient soit à des travailleurs du secteur nationalisé, soit à des travailleurs très qualifiés. C'est donc une frange particulière de la COG qui est concernée, et l'extension faite à d'autres franges paraît abusive. Peut-on parler d'« amour du travail

bien fait » pour un O.S. de chaîne, fût-il stable et inscrit à la Sécurité sociale ?

### Une COG purement révolutionnaire ?

Le terme de COG paraît donc trop général, inapte à saisir la stratification réelle de la classe ouvrière. Et la vision qui est donnée de cette majorité de la classe ouvrière est pour le moins négative, réformiste.

En effet, pour Chesneaux, tout ce qui est révolutionnaire dans la classe ouvrière provient de la « classe ouvrière précaire », seule à refuser le corporatisme pour lutter contre le système. Et la lutte type que met en avant Chesneaux, c'est Lip. Il aurait pu y adjoindre ces grandes luttes d'O.S. qui ont marqué le début des années 1970 et qui se démarquaient de la logique du PCF. Pourtant, et cela est vrai surtout pour Lip, une majorité de ces travailleurs étaient bien des « garantis », bénéficiant d'un emploi stable, fût-il au bas de l'échelle.

Et inversement la croissance du chômage et la déstabilisation des emplois, loin de favoriser les luttes depuis l'éclatement de la crise n'ont fait que favoriser la division de la classe ouvrière.

Identifier les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière à la COP seule semble donc pour le moins réducteur.

### Le PCF, parti de la COG ?

Après avoir souligné l'existence et le réformisme de la COG, Chesneaux passe au second stade de son raisonnement : le PCF est le représentant politique de la COG.

Que le PCF soit implanté particulièrement dans certains secteurs relativement privilégiés de la classe ouvrière (quelques entreprises nationalisées ou secteurs tel le Livre), sans doute. Et ça n'est pas le fruit du hasard, comme le souligne Chesneaux : ne remettant pas en cause le système social, il est plus apte à reprendre et à développer certaines traditions corporatistes et économistes de ces quelques secteurs de la classe ouvrière.

Mais peut-on pour autant le voir comme représentant politique de ces franges, au même titre que l'UDF par exemple représente une partie de la bourgeoisie ? C'est là semble-t-il établir une confusion entre la base sociale en tant que source politique et la base sociale en tant que masse de manœuvre. En suivant cette logique, on pourrait affirmer que Giscard est le représentant politique des retraités, puisqu'en majorité ils votent pour lui.

De plus, cela revient à nier les contradictions apparues depuis quelques années entre le PCF et de larges franges de la classe ouvrière (fût-elle « garantie »).

Par de nombreuses initiatives politiques, par exemple l'ouverture aux cadres, le PCF, loin de reprendre une idée de la classe ouvrière, heurte de front des aspirations apparues dans de nombreuses luttes concernant l'organisation du travail.

### Quelle crise du PCF ?

Ceci nous conduit à revenir sur la crise actuelle du PCF telle que la définit Chesneaux : est-elle seulement due à un facteur d'ordre économique et social — l'effritement de la COG — ou n'est-ce pas plutôt une crise politique ? Crise politique qui serait due justement à l'inadéquation entre la ligne, les propositions, le fonctionnement du PCF et les aspirations révolutionnaires qui existent parmi les travailleurs. Inadéquation qui se manifeste sur des points assez précis plutôt que remise en cause globale du PCF, actuellement : sur l'organisation du travail, la conduite démocratique des luttes, etc. Il n'est qu'à voir à Longwy ou Alstom les problèmes rencontrés par le PCF.

C'est donc finalement, à travers le PCF, à une vision assez pessimiste de la classe ouvrière que nous conduit Chesneaux. La vivacité et souvent la justesse des critiques adressées au PCF ne peuvent effacer cela.

Jean Chesneaux  
Le PCF, un art de vivre  
Editions Maurice Nadeau, 1980



Pour Chesneaux, le PCF est le représentant de la « classe ouvrière garantie » (comme le Livre) et tout ce qui est révolutionnaire provient de la « classe ouvrière précaire »

L'armée espagnole lancée contre ETA

## LE GUEPIER BASQUE

Depuis lundi 30 mars, l'armée espagnole intervient directement au Pays Basque où elle est chargée de boucler la frontière : les chefs de la sûreté militaire intègrent un commandement unifié de la lutte anti-ETA, placé sous la direction du ministère de l'Intérieur, plusieurs bâtiments de la flotte croisent entre Santander et Irun, une « compagnie d'opérations spéciales » patrouille dans les montagnes boisées de Navarre et Guipuzcoa.

Cible directe des « Gudaris » (combattants) de l'ETA-militaire, l'armée réclamait depuis longtemps de prendre les choses en mains au

Pays Basque. En fait cette mesure déjà critiquée sur le plan de l'efficacité — quelques centaines de militaires pour épauler les milliers de « gris » et gardes civiles qui quadrillent la terre basque, qu'est-ce que cela fera de plus ? — est d'abord destinée à contenter les états-majors. En ce sens il s'agit d'un premier pas qui peut être suivi de bien d'autres.

Pourtant, dans la période récente, les politiques et en premier lieu le roi s'étaient évertués à expliquer qu'il ne fallait pas : s'il est facile de faire sortir les troupes de leurs casernes, il est bien plus difficile de les faire rentrer...

dont certains ont été sanctionnés pour ce fait. C'est le pari également du Parti Socialiste espagnol qui se présente comme le plus capable de mettre fin définitivement aux activités de l'ETA. Mais si, au lendemain de la mort d'Arregui, il regrettait publiquement d'avoir voté certains aspects de la loi anti-terroriste, il approuve aujourd'hui les mesures gouvernementales et s'apprête à voter la loi qui réglementera et rendra possible la proclamation des états d'exception, d'alarme et de siège.

Mais, à vrai dire, le difficile équilibre entre mesures politiques et mesures répressives dans le traitement de la question basque est déjà en train de se rompre en faveur de ces dernières. Derrière les belles paroles en faveur de l'épuration de l'armée ou encore de la « démocratisation de l'appareil de l'Etat », tous se rallient à la politique de la peur, celle des concessions aux militaires inaugurées par le premier train de mesures gouvernementales. Aujourd'hui on approuve l'envoi de l'armée au Pays Basque, demain on votera la loi de défense de la Constitution qui permettra de criminaliser certaines options politiques en les qualifiant d'incitation à la rébellion. Déjà se crée un climat qui pourrait conduire à l'interdiction d'une partie du mouvement indépendantiste basque : le journal *Egin*, la coalition « Herri Batasuna ». Ce courant ne laisse pas d'inquiéter d'ailleurs jusqu'aux nationalistes modérés du PNV dans la mesure où il peut conduire à de nouvelles restrictions dans le développement des autonomies.

### Un nouveau coup d'Etat : une menace bien réelle

Toutes ces concessions peuvent devenir à terme autant d'encouragements. Devant le cadavre des prochaines victimes que l'ETA ne peut manquer de faire parmi les troupes envoyées au Pays Basque, Madrid croit-il que ses généraux ne réclameront pas d'aller plus loin dans l'escalade ?

Et il faut redire ce qu'à de vraisemblable, probable même, l'éventualité d'un nouveau coup d'Etat militaire. L'armée espagnole en effet constitue un corps dont l'idéologie forgée par cent cinquante ans d'interventionisme et un demi-siècle de dictature, concentre les valeurs

Par Frédéric FERRER

**A**U lendemain du coup d'Etat du général Armada ce raisonnement lucide était encore celui du pouvoir. Que la première mesure significative du gouvernement Calvo Sotelo le contredise, dit long de la pression qu'exerce sur la société espagnole une armée plus sûre de sa puissance qu'elle ne l'avait été depuis longtemps. Et voilà qui ramène à sa juste dimension, le propos du nouveau président lors de son débat d'investiture : « Il n'y a pas dans ce pays de démocratie surveillée... ». Fanfaronnade de circonstance.

Aujourd'hui plus qu'hier, la marge de manœuvre du gouvernement est très étroite au Pays Basque. Pour isoler l'indépendantisme et contenir les aspirations des Basques à la souveraineté, il doit garantir, et dans une certaine mesure, développer les institutions autonomes occupées aujourd'hui par les nationalistes modérés du PNV. Pour maintenir l'unité de l'Etat et satisfaire les militaires, il doit rendre plus efficace son action contre l'ETA. Mais s'il ne veut pas faire contre lui l'unanimité de la Nation basque, il faut que cette répression soit très sélective. Symétriquement, l'autonomie doit rester dans d'étroites limites pour ne pas donner de prétextes aux militaires qui tiennent la démocratie sous la menace de leurs canons.

Ce pari, il faut le dire nettement, Madrid a bien peu de chances de le gagner.

D'abord parce que l'intelligence politique de ses forces de répression, déjà limitée par la nature de leur fonction, n'est en rien à la hauteur de cette tâche complexe : une police et une armée fascistes, formées à la matraque, à la torture, au racisme anti-basque, haïes par la grande majorité des Basques qui hier encore, dans leurs manifestations, les conspuaient comme des « chiens » à cause des exactions dont ils se sont rendus coupables

bles depuis plus de quarante ans.

Tout cela ne s'efface pas, ne se réforme pas en peu de temps. Quant à la police de quelques 500 Basques sous-armés et surveillés que le gouvernement autonome est en train de constituer, elle apparaît plus que jamais comme un gadget avec l'intervention militaire...

Surtout, l'intensification de la répression ne peut que réveiller la traditionnelle solidarité des Basques, encore bien vivante malgré les réactions négatives enregistrées à la suite d'actions contestables de l'ETA. A la veille du coup d'Etat, la mort sous la torture de Joseba Arregui avait encore jeté dans la rue des

dizaines de milliers de manifestants, dont la majorité (plus de 80 000 selon la presse madrilène dans les quatre provinces basques) défilaient derrière les banderoles de « Herri Batasuna », coalition favorable à l'ETA-militaire.

### La politique de la peur

Ce pari impossible, c'est pourtant celui, non seulement des héritiers de Franco qui gouvernent, mais aussi de la gauche espagnole, dans sa quasi-totalité. C'est celui de Santiago Carrillo qui considère comme des « erreurs de nationalisme petit-bour-

geois de s'être refusé à joindre aux drapeaux régionaux celui de la Nation, celui de tous les Espagnols... celui de la monarchie et de Franco, devrait-il rappeler. De Carrillo qui, le premier, propose de voter une loi pour réglementer l'usage des symboles nationaux, de « réajuster » le processus des autonomies. (Et le principe d'un projet de loi dans ce sens vient d'être adopté par la chambre des députés à la quasi-unanimité, malgré l'abstention des nationalistes catalans, basques et andalous). De Carrillo qui critique le parti gouvernemental pour « n'avoir pas mis à la tête de la police des professionnels qui croient à la démocratie » : mais lesquels ? Faut-il rappeler combien de policiers se sont encore récemment désolidarisés des tortionnaires d'Arregui ? Une infime minorité

Les premières forces de l'armée espagnole rejoignent leur poste, le long de la frontière basque : le piège se refermera-t-il sur elles ?



les plus rétrogrades de l'Espagne traditionnelle. Etrangère à la nouvelle Espagne, elle peut demain se rebeller contre elle si ces valeurs, et en premier lieu l'unité de l'Etat dont elle est constitutionnellement garante, lui paraissent menacées. Elle peut le faire en s'appuyant sur la force de ses chars d'assaut, même contre l'immense majorité et malgré la grande bourgeoisie qui, manifestement, a fait aujourd'hui un autre choix. La récente tentative du général Armada l'a révélé, mettant en évidence le peu de distance qui existe entre les officiers factieux et ceux qui sont restés fidèles au roi.

On conçoit donc la crainte qui habite les partis espagnols. Tout l'édifice institutionnel qu'ils ont bâti, en contournant le problème majeur posé par un appareil d'Etat organiquement lié à son passé franquiste, risque de s'écrouler comme un château de cartes s'ils ne réussissent pas à « pacifier » le Pays Basque.

## Pourquoi cette fureur ?

Et voilà pourquoi les démocrates si convaincus qui lancent aussi des appels à la vigilance contre les menaces fascistes perdent toute mesure lorsqu'il parlent de l'ETA, rendue responsable de toute régression antidémocratique en Espagne. A cet égard, il est sans doute utile de citer largement un journal par ailleurs aussi lucide que le quotidien madrilène *El País* : « L'assassinat à Bilbao du commissaire Moya — un coup dans la nuque, comme dans les images les plus haissables de la cruauté et de la lâcheté humaine — probablement par des pistoleros de l'ETA militaire, confirme la décision résolue de cette bande sangui-

*nnaire de poursuivre sa trajectoire criminelle et de transformer la provocation contre les corps de sécurité et les forces armées en détonateur d'un nouveau coup d'Etat. L'opinion publique démocratique (...) doit prendre note que les terroristes etarras et leur cohorte d'idéologues constituent l'autre manche de la tenaille qui menace de broyer nos libertés, nos institutions représentatives et le système d'autonomie du pays Basque. (...) Si l'ETA militaire a dépassé depuis longtemps le point de non-retour et se dirige vers ce continent de mort, de désolation et d'horreur, l'assassinat du commissaire Moya et sa décision provocatrice de continuer les actions terroristes montrent que ses dirigeants sont résolus à dépasser les prouesses antérieures de l'histoire universelle de l'infamie et de la provocation politique. (...) Et de conclure en rêvant que militaires factieux et indépendantistes basques aillent régler leurs comptes... dans une autre galaxie.*

Mais tout cela se passe bien sur terre et, quelles que soient les questions posées par la tactique des « milits », les invectives de *El País* relayé en France par la quasi-totalité des commentateurs, ne remplace pas l'analyse.

Tout d'abord, et chacun le sait en Espagne, l'ETA ne peut en rien être comparée à une bande de terroristes coupée de la population : plus de 30 % des électeurs basques font confiance à des forces politiques qui soutiennent ouvertement l'une ou l'autre de ses deux branches. Des villes ouvrières comme Renteria dans la banlieue de San Sebastian sont administrées par des élus de Herri Batasuna, coalition favorable à l'ETA-militaire qui entretient des liens vivants avec le peuple basque.

Ces simples données interdisent de traiter le problème aussi légèrement. Or, ces citoyens basques ouvriers, employés, paysans, intellectuels... de toutes classes d'âges n'appuient pas ETA en raison de « pulsions homicides » ou par « nécessités doctrinaires », leur but n'est pas de « détruire le système constitutionnel de libertés » comme l'écrit *El País*. Ils sont mus par une simple exigence : que soit reconnu au Pays Basque son droit à l'autodétermination.

## L'autodétermination : le droit d'un peuple

Qu'Euskadi constitue une nation qui possède une langue, une histoire, des traits culturels nettement différenciés et une grande cohésion, que cette nation de près de trois millions de Basques ait le droit de protéger et développer son identité comme elle l'entend, voilà qui ne devrait faire aucun doute pour tout démocrate un peu au fait. Or, qui peut prétendre que ce droit, au nom duquel les anti-franquistes se sont battus tant d'années, se soit épuisé dans le statut d'autonomie actuel, compromis restrictif qui ne satisfait pas la majorité des Basques, adopté malgré 40 % d'abstentions par un pays sous occupation policière ?

La vérité c'est que, sans la pression institutionnelle qu'exerce l'Espagne sur le Pays Basque, l'issue d'un véritable référendum d'autodétermination — auquel Madrid refuse évidemment de songer — serait plus qu'incertaine. Rappelons — autre donnée électorale — que la majorité des Basques a refusé d'approuver la Constitution espagnole... La prise en compte de cette réalité, parfaitement connue des com-



Joseba Arregui parmi les siens dans son village. Face au fascisme, solidarité de tout un peuple.

mentateurs, impose une autre lecture des faits : la véritable cause de la violence au Pays Basque ne réside pas dans le fanatisme de quelques-uns — les objectifs de l'ETA sont d'ailleurs négociables — mais dans le refus de Madrid, gauche comprise il faut le reconnaître, d'admettre le droit des Basques à s'autodéterminer.

## Une tactique, des questions, un cri : « Qu'ils partent ! »

Dans une telle perspective, la stratégie d'ETA prend un sens que la majorité constitutionnaliste — et espagnoliste — refuse de reconnaître : consciente que rien ne changera radicalement pour Euskadi — comme pour l'Espagne, les récents événements le démontrent — si on ne s'attaque pas à cette chape de béton posée sur la société, que représente l'armée, l'ETA l'a délibérément provoquée et l'attire aujourd'hui dans un piège qui a de bonnes chances d'être efficace : un guépier basque, comme il y a eu un guépier vietnamien... L'impossible fracture du « bunker » espagnol se produira-t-elle en Euskadi ?

Tout cela bien sûr n'empêche pas de poser des questions : était-il nécessaire pour développer une telle tactique d'exécuter un civil, fût-il ingénieur en chef chargé de la centrale nucléaire

de Lemoniz dont les Basques ne veulent pas, conscients du danger qu'elle peut faire courir à leur petit pays ? Pourquoi s'en prendre en particulier à des militaires ou des policiers connus pour leurs opinions démocratiques, comme cela semble avoir été le cas pour les deux plus récents attentats ?

L'ETA a-t-il bien pris en compte toute une sensibilité présente au Pays Basque comme ailleurs en Espagne et qui se refuse à une dynamique de guerre civile ? Sentiment légitime pour qui sait ce que cela représente de souffrances et de divisions, y compris au sein du peuple. Toute une partie du peuple qui s'est soulevé contre la répression et refuse de renoncer à son identité manifeste aussi pour réclamer la paix au Pays Basque, contre l'exécution de l'ingénieur Ryan, ou encore récemment à Pampelune « contre le terrorisme de l'ETA ». Ces réactions qui, certes ne sont pas toutes populaires et pas nécessairement destinées à se répéter, interrogent à juste titre ; elles ne permettent en rien d'inverser les données du problème, comme le font les politiciens espagnolistes. Au reste, à une oreille française, leurs injures rappellent trop celles qui accablaient, il y a 25 ans, les « bandits algériens ».

Face à l'occupation renforcée du Pays Basque, un seul cri est en réalité admissible, celui des Basques les plus conscients, celui de tant de murs d'Euskadi : « *Que se vayan !* », c'est-à-dire : « *Qu'ils partent !* »

16 février, à l'appel des indépendantistes de Herri Batasuna, manifestations à Pampelune contre l'assassinat d'Arregui. Trois militants de l'ETA en prennent la tête. Sur la banderole, on peut lire :

« Ursubil (Arregui), nous ne t'oublierons pas ». La Révolution ou la mort ». « Euskadi ne se rend pas ! »



## POLOGNE : STATU QUO EN FAVEUR DE SOLIDARITE



la lutte est dure entre les partisans de l'ouverture et ceux du retour au passé (le vice-ministre Jagielski, qui a mené les négociations de Gdansk.

### Suite de la dernière page

récent article les conséquences de la « naissance de Solidarité » : « Elle marque une brèche dans les structures institutionnelles existantes et un changement qualitatif dans les conditions de l'exercice du pouvoir. Un changement qui consiste, premièrement, en la démocratisation réelle de certaines décisions centralisées désormais dévolues à la base et, deuxièmement, en l'apparition d'un courant syndical capable de négocier avec le gouvernement sur un pied d'égalité. (...) L'appareil du pouvoir ou plus exactement, certains responsables, voient dans ce changement une limitation de leurs droits, une évolution qui les menacerait personnellement. Ils choisissent donc la solution de facilité et ne voient ni la chance ni la nécessité de trouver un *modus vivendi* répondant aux nouvelles conditions, choisissant l'anathème plutôt que la compréhension ».

S. Bratkowski, président de l'Association des Journalistes et membre du POUP, dans une lettre ouverte aux membres du POUP et diffusée très largement est encore plus incisif : « Nos durs ne présentent aucun programme, sauf l'affrontement et la désinformation. Ils ne nous promettent aucun changement, sauf le drame (...) Aujourd'hui, ils essaient d'entraîner la direction du parti et du gouvernement vers un heurt avec toute la société, un heurt aux conséquences imprévisibles. Ils essaient de provoquer la société à

des actions justifiant l'utilisation de la force ».

A la tête de ces « durs », Olszowski, revenu au Bureau politique après la démission de Gierek et présenté alors comme « libéral » pour avoir été écarté six mois avant parce qu'il préconisait des réformes économiques. C'est lui, entre autres, qui impulsait en janvier dernier la ligne de refus des « samedis libres » et poussait l'épreuve de force contre Solidarité. C'est lui aujourd'hui qui apparaît comme le chef de file de ces cadres qui se sentent maintenant, depuis le communiqué de Moscou exigeant un « renversement du cours des événements », épaulés par le Kremlin. Et c'est d'ailleurs à ce titre aussi, que Bratkowski les dénonce dans sa lettre ouverte : « Ce sont eux qui se présentent à nos voisins comme la seule force capable de garantir la pérennité de nos alliances et du régime ». C'est bien en tant que pro-soviétique que Olszowski est intervenu au cours du dernier plénum : « La coopération avec la politique soviétique a été, pendant 36 ans, la garantie de l'existence indépendante de la Pologne. (...) Il serait utile que notre plénum exprime son approbation pour la ligne et les travaux de notre délégation au XXVI<sup>e</sup> Congrès ».

Or ce XXVI<sup>e</sup> Congrès, c'est celui du PCUS, et c'est précisément à l'issue de ce congrès qu'un communiqué soviéto-polonais exigeait de « renverser le cours des événements ».

### Des partisans d'un compromis

En face, une fraction réformiste du POUP est devenue conscience, devant la force de Solidarité qui a su non seulement se maintenir, mais se développer jusqu'à gagner la majorité de la société polonaise, que la seule solution est le compromis avec la nouvelle organisation syndicale. Elle se trouve, malgré elle certainement conduite à l'affrontement. Ainsi Barcikowski membre du Bureau politique et vice-premier ministre déclare dans une interview à la veille du plénum : « Il faut adapter le système socialiste aux nouvelles réalités, notamment organisationnelles récemment apparues (...) Le principal obstacle à ces changements est la psychologie des cadres (...) Il y a une tendance du pouvoir à vouloir échapper au contrôle public et à ne pas tenir compte de l'opinion des organisations et des milieux au nom desquels il agit (...) Je connais des hommes politiques de notre pays qui prononcent à huis clos des discours dans lesquels ils se montrent très courageux sur le respect des principes, mais qui n'ont pas visité des usines depuis des mois et ne savent pas qu'il est impossible d'y prononcer des discours ».

Aujourd'hui, c'est l'ensemble du POUP qui est traversé par cette crise. Sur ses trois millions d'adhérents, un million est membre de Solidarité, des structures horizontales se sont constituées en de très nombreux endroits en dehors de la hiérarchie officielle, des motions par milliers sont arrivées à la direction avant le plénum condamnant la répression policière et réclamant un compromis, prolongées par un nombre important d'interventions dans ce sens au cours même du plénum. Tous ne sont sans doute pas animés par les mêmes intérêts profonds, en tout cas, une part de plus en plus large du POUP prend parti : en faveur de Solidarité et se mobilise autour des responsables du gouvernement, en opposition aux partisans de la stratégie de la tension et de l'affrontement. Bratkowski qui en est sans doute un reflet fidèle l'exprime sans ambages dans sa lettre ouverte : « On ne peut pas gouverner ce pays soutenu seulement par une partie de l'appareil du parti (...) en étant en conflit avec plusieurs millions d'ouvriers et des milliers de paysans (...) Je le dis ouvertement : nous avons toujours compté sur le camarade Kania et le camarade Barcikowski. Nous ne voyons pas d'alternative au gouvernement Jaruzelski. Ces hommes ont pu et peuvent gagner l'acceptation de la majorité de la nation pour la politique de l'accord social (...) Je ne vois aucune autre route pour notre parti : toute autre conduit au cimetière politique ».

Au sommet, pour les uns comme pour les autres, c'est la

Projection à Paris  
du film polonais  
« Ouvriers 80 »

### Un document irremplaçable

Le cinéma Saint-Séverin, à Paris, a été le théâtre de vendredi à dimanche, d'un événement cinématographique hors du commun : le film polonais *Ouvriers 80* y était projeté, sans doute pour la seule fois en France. Ce film a été tourné lors des premières négociations de l'été dernier, entre Solidarité et le gouvernement polonais. Autant dire que ce film a qualité de document, et quel document.

L'essentiel de l'heure trente et demie de projection est consacré aux négociations elles-mêmes. L'on y voit une délégation gouvernementale, dirigée par Jagielski, céder lentement mais sûrement à la calme détermination de Lech Walesa et des membres de Solidarité. Ces derniers n'ont pas encore avec eux l'équipe des experts qui travaille actuellement avec eux, mais lorsqu'un membre de la délégation gouvernementale énonce une contre-vérité trop flagrante, Lech Walesa annonce calmement que le syndicat va faire une enquête... et cela suffit parfois à faire reculer les officiels. Et puis derrière la délégation syndicale proprement dite, il y a une dizaine de membres de Solidarité, qui se saisissent de temps en temps du micro pour interpellier les représentants du pouvoir. Ils se font ainsi l'écho des colères et des espoirs des dizaines de milliers de travailleurs qui suivent, dehors, la retransmission des débats.

Les débats font l'essentiel de la durée du film, mais pas le tout. On voit aussi des ouvriers discutant entre eux, parler de ces hommes politiques dont ils ne veulent plus parce qu'ils sont corrompus, et qu'ils dirigent à coups de matraques, des lois du pays, qui sont « belles » mais qui ne sont pas appliquées, de l'autogestion et de la liberté d'expression...

Cette séance était suivie d'un débat, auquel participaient des militants du KOR, ainsi que des syndicalistes français, venant notamment d'Aisthom-Saint-Ouen, pour commenter le film de leur grève de fin 1979 *Le dos au mur*, projeté juste avant *Ouvriers 80*.

crise de la dernière chance. Si ce plénum du Comité central s'est de fait terminé par un *statu quo*, l'avantage s'est nettement marqué en faveur du compromis avec Solidarité. Les autres, soutenus plus que jamais par Moscou, ne s'avoueront pas vaincus. Les affrontements encore masqués ne font que commencer.



Lech Walesa informant la foule du résultat des négociations en cours.

# POLOGNE :

## STATU QUO EN FAVEUR DE SOLIDARITE

Le plenum du Comité central, au terme d'une réunion longue de dix-huit heures, s'est soldé par un *statu quo* dans la direction du parti et de l'Etat : il n'a pas décidé de changement de personnel.

Il a cependant été marqué par des décisions qui risquent de peser lourd dans l'avenir : celle d'un compromis avec Solidarité et non d'un recours à la force ; celle de la réunion d'un congrès extraordinaire le 20 juillet convoqué sur la base d'élections à tous les échelons du parti, à vote secret et sans limitation du nombre des candidats. Ces décisions ont été imposées par une série d'interventions reflétant la volonté majoritaire au sein du POUP de la démocratisation du parti et de l'accord avec Solidarité. Elles l'ont été contre une fraction du parti qui s'est révélée ouvertement pro-soviétique. C'est un sérieux avertissement pour Moscou qui n'avait pourtant ménagé ni les pressions militaires ni les attaques verbales allant jusqu'à prétendre à

l'existence d'une situation insurrectionnelle créée par Solidarité.

Une situation nouvelle est en train de se créer en Pologne. Une coupure dans le parti a commencé à s'opérer, provoquée par la force du mouvement populaire. Une fraction du parti a choisi pour l'instant tout au moins, de se démarquer du rôle que Moscou entendait bien lui faire jouer : celui de « renverser le cours des événements », à défaut d'avoir pu endiguer, normaliser le mouvement social.

En face une autre fraction est d'ores et déjà constituée, forte du feu vert et de l'appui des Soviétiques. Les Soviétiques disposent et c'est clair au lendemain de ce plenum d'hommes au sein du POUP qui leur sont dévoués parce que la voie exigée par Moscou est leur seule chance de survie, la seule possibilité du maintien de leurs pouvoirs et de leurs privilèges. Le Kremlin, s'il ne l'a pas aujourd'hui emporté sait parfaitement sur qui il

peut compter. Le problème, et il n'est pas mince, reste de renforcer l'influence et les points d'appui de ces Moscovites dont l'isolement est tout aussi patent. Le plenum les a confirmés à leur poste, au terme d'une théâtrale tentative de démission. Leurs relais chez les fonctionnaires locaux et dans les organes de sécurité sont réels.

Les Soviétiques déploieront tous les moyens pour les aider, comme ils l'ont déjà commencé. La partie se resserre encore un peu plus. L'unité du parti est sérieusement ébranlée, elle était le dernier garant de Moscou avant la décision militaire. Si elle devait éclater ou se reconstituer majoritairement dans un sens contraire à l'intérêt soviétique, l'ultime recours pourrait être celui de la force des armes. Mais en face, la force et la détermination de tout un peuple grandit au rythme des épreuves qu'on veut en vain lui faire subir.

J.F.

## L'ESCALADE SOVIETIQUE

C'est d'une quasi hystérie qu'a été saisie l'agence Tass, depuis le succès de la grève du 27 mars. L'escalade des injures contre Solidarité a monté en l'espace de quelques jours au point que celle-ci soit accusée de « passer ouvertement à des méthodes de lutte contre le pouvoir légal d'Etat : contre le gouvernement et le parti ouvrier unifié polonais (POUP) ».

Par Joëlle FECLAZ

Asupposer que l'ensemble des Soviétiques croient un seul mot des dépêches officielles, ils seraient en effet convaincus de la situation insurrectionnelle créée par Soli-

darité. Le catalogue des moyens envisagés par Tass est complet et au point : dans des districts dont les noms sont donnés « des éléments subversifs ont dressé des barrages sur les routes... des

forces anti-socialistes ont tenté de s'emparer des moyens de communication... des provocateurs ont réussi, pendant un certain temps, à occuper un relais de transmission de télévision... des éléments extrémistes se sont emparés des entrepôts de denrées alimentaires ». Pour la grève prévue le 31 mars, d'après des « instructions », « des listes de personnes portant des adresses des membres de la milice et des organes de sécurité sont ouvertement établies... les moyens de transports privés et ceux des transports en commun sont mobilisés pour les besoins de Solidarité ».

C'est encore le KOR qui est la cible de ces accusations, comme responsable de ces actes en tant

que « leaders contre-révolutionnaires qui ont pris le contrôle de la direction de Solidarité ». Une dépêche qualifiant Walesa de provocateur au cours d'un compte-rendu des événements de Bydgoszcz avait été retirée au bout de quelques heures.

Une telle violence dans les attaques n'a pas été inopinée. Proférées de Varsovie, en pleine réunion du plenum, elles étaient bien évidemment destinées à peser sur les résultats de cette réunion et à appuyer, encourager les porte-parole de Moscou au sein du POUP.

A deux jours de l'éventualité de la grève générale elles visaient aussi à fabriquer un climat d'insécurité voire de panique, à susciter les craintes d'une intervention militaire et tenter ainsi d'obliger Solidarité à renoncer à son mot d'ordre de grève, dissuader les travailleurs d'y participer.

Cette hystérie verbale, ajoutée au prolongement des manœuvres militaires du Pacte de Varsovie, aux déclarations alarmistes de Prague et de Berlin ont pour l'heure échoué. La stratégie de l'affrontement voulue par Moscou est pour l'instant écartée au profit de la voie du compromis et c'est pour cela, et uniquement pour cela que Solidarité a annulé son mot d'ordre de grève générale.

Ces manœuvres soviétiques sont encore pour l'instant à mettre au compte des tentatives d'intimidation. Il est néanmoins sûr que l'étau se resserre, la division actuelle qui traverse le POUP et que redoutent, depuis l'été, Solidarité et le KOR accroît encore les risques d'une intervention militaire : elle pourrait se transformer en un éclatement du parti polonais et cela, les Soviétiques ne le toléreraient pas.

## CASSURE AU SEIN DU PC POLONAIS

Sous la pression du mouvement des travailleurs polonais, le PC polonais (POUP) est entré dans une situation de crise particulièrement grave. Cette crise latente depuis un certain temps a été aiguësée par la provocation de Bydgoszcz, attisée par les Soviétiques.

Il est bien évidemment clair qu'à la direction du POUP tous sont d'accord pour le maintien du système en place, à preuve les accusations suivies d'inculpations proférées depuis des mois contre les dirigeants du KOR, le refus unanime d'une reconnaissance de Solidarité rurale, les attaques lancées contre Solidarité.

Le problème, en fait, qui les divise et aujourd'hui les oppose est celui des moyens les plus judicieux pour faire face à Solidarité. Pendant toute une première période, l'unanimité de façade a reposé sur une politique de tergiversation, entre la tension poussée au maximum et le compromis passé in extremis, dans l'espoir réel de briser Solidarité, empêcher son organisation, conduire au découragement. Cette politique ayant, de fait, échoué, la récente recomposition du gouvernement polonais a placé à la tête de l'Etat des dirigeants du POUP réduits à une politique réaliste destinée au prix de quelques compromis à

intégrer Solidarité. Des compromis jugés inacceptables aux yeux d'une fraction des cadres intermédiaires et dirigeants du POUP menacés dans leurs pouvoirs et leurs privilèges par les revendications de Solidarité.

### Une fraction pro-soviétique

De cette situation, des membres du POUP en font une analyse lucide. Ainsi ce rédacteur du très officiel hebdomadaire *Polityka* caractérise dans un



Dans l'attente du résultat des négociations.